# LE DIMANCHE POLITIQUE

## Le discours de M. Flandin

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

*La lutte des deux tendances totalitaires*

**Après avoir souligné le recul des régimes démocratiques en présence des régimes totalitaires, et remarqué que même dans les pays démocratiques, la pratique des pleins pouvoirs délégués, les progrès de l'économie dirigée et de l'étatisme, la transformation du syndicalisme professionnel en syndicalisme politique semblent préparer les voies au totalitarisme triomphant, M. P.-E. Flandin poursuit:**

« On pourrait presque dire que, chez nous-mêmes, le régime démocratique se survit beaucoup plus grâce à la rivalité des deux tendances totalitaires opposées qu'en vertu de ses propres forces.

» Lorsque, d'un côté en crie: « sus au communisme », c'est, dans l'un et l'autre cas, un ralliement totalitaire que l'on tente. Et personne ne peut plus ignorer que certaines réformes dites de structure, que la sagesse du Sénat républicain a arrêtees en juin dernier, ne conduisaient à rien moins qu'à l'établissement progressif, en France, du contrôle des changes et de l'autarchie économique dont le fonctionnement final postule la dictature politique.

*« Ni Hitler, ni Staline »*

» Peut-on supposer, cependant, que dans un pays comme le nôtre, la dictature politique s'installera, en quelque sorte légalement, et sans troubles graves, sans émeutes sanglantes? Ce serait folie de le croire.

» Sous le couvert fallacieux d'appels à l'union, à la fraternisation des classes et des consciences, se cache une œuvre permanente de division et de haine.

» Tous les malheurs, toutes les misères de notre époque sont mis au compte exclusif des égoïsmes et des manigances des prétendus ennemis du peuple.

» On cherche à persuader les masses qu'il suffirait de distribuer les richesses existantes pour que tous soient libres et heureux, alors que, hélas! ce pays, non seulement ne produit plus autant de richesses qu'il en consomme, mais ne cesse de dévorer l'héritage des générations passées.

» Le plus grave est que les instigateurs et les chefs de cette propagande, meurtrière pour l'unité nationale, n'ignorent pas, qu'au rythme actuel de la sous-production et du déficit des finances publiques, le temps est proche de l'effondrement final de la monnaie.

» Ils savent aussi, par l'exemple de l'Allemagne, que dans le bouleversement économique et social qui accompagne inévitablement la grande faillite monétaire, murissent les possibilités révolutionnaires: Hitler ou Staline, c'est l'opposition finale!

» Pour que cela soit Staline, il faut que, jusqu'au dernier jour, l'armée de choc révolutionnaire soit privilégiée. Ou donc l'a-t-on recrutée. Dans le salariat anonyme, venu souvent de l'étranger. Par quel privilège le retient-on? Par la promesse d'une échelle mobile des salaires, de droit ou de fait.

» Que demain le gouvernement de M. Chautemps, malgré les louables efforts qu'il a déjà accomplis dans la bonne voie, se laisse imposer la législation souhaitée par la C.G.T., sur l'embauchage et le débauchage, il aura signé, par avance, l'ordre de mobilisation futur de l'émeute révolutionnaire.

*« De graves événements intérieurs se dessinent »*

» Quelles peuvent être les réactions de tous ceux dont le revenu ne suit pas l'accroissement des prix?

» Pense-t-on que les parents dont les enfants crient la faim resteront fidèles au régime?

» Pense-t-on que les vieux dont l'épargne pourtant garantie par l'Etat aura fondu dans l'aventure de la monnaie flottante, défendront un régime qui a ruiné la sécurité de leur retraite?

« Pense-t-on que les jeunes qui, dans un pays comme le nôtre — et c'est sa force — pouvaient souvent compter sur un petit avoir familial, si modeste fut-il — pour aider leurs débuts dans la vie, à la ville ou à la campagne, se battront pour un régime où la menace du chômage s'ajoute à la ruine de leur patrimoine?

» Bien aveugles sont ceux qui ne voient pas se dessiner de graves événements intérieurs.

» Sans doute comptent-ils sur la sagesse proverbiale du peuple français. Ils comptent aussi, et ils ont en partie raison, sur le bon sens de notre paysannerie. Qu'ils prennent garde, pourtant, que les ruraux ont vu leur pouvoir d'achat diminuer d'un tiers par rapport à l'avant-guerre!

» Qu'ils prennent garde qu'après l'émeute déchaînée, la guerre civile soit attisée, chez nous, comme en Espagne, par deux idéologies totalitaires. Oui, sans doute le communisme sera finalement vaincu; parce que ni le marxisme, ni le léninisme ne sont dans la tradition de la race française, et parce que, toujours, notre peuple s'est révolté contre l'emprise de ceux qui lui sont étrangers de sang et d'âme.

» Mais dans l'intervalle, que sera devenue la belle et douce France? De quel sacrifice de liberté et d'indépendance paiera-t-elle l'imprévoyance ou la lâcheté des clercs impuissants de la Démocratie parlementaire!

» Hitler ou Staline, est-ce donc le seul choix qui nous soit imparti, fatal et tragique?

» Non, il dépend encore du peuple français qu'il évite cette alternative mortelle.

» Mais il faut, alors qu'il retrouve cet élan national qui, déjà, a sauvé la France tant de fois dans son histoire; qu'il recrée le climat de la Marne, qu'il ressuscite l'esprit de Verdun. »

*« Le péril extérieur est à nos portes; il s'appelle la guerre d'Espagne*

« Le moment est propice: la France a l'habitude de se retrouver une et indivisible devant le péril extérieur.

» Ce péril n'est pas imaginaire. Il est à nos portes.

» Il s'appelle: La guerre d'Espagne.

» Il a été fort question récemment, d'abandonner la politique de non-intervention et d'ouvrir au trafic des armes et du matériel de guerre, la frontière espagnole du côté de la Catalogne, tout en la laissant fermée du côté de Saragosse et d'Irun.

» Personne ne peut douter qu'à partir du moment où aucune entrave, même seulement morale, ne generait plus le ravitaillement en matériel de guerre des deux partis en Espagne, nous assisterions rapidement à une course aux armements entre les ravitailleurs concurrents.

» La France ne peut faire que la politique de ses alliances et de son armée.

» Porter la moindre atteinte, à la collaboration étroite de Paris et de Londres serait la pire des fautes. Je ne dis pas que notre politique doive être nécessairement subordonnée à celle du Foreign Office. Mais, elle doit être strictement concertée et se garder de toute action isolée. »

« Beaucoup de Français, pour ne pas dire tous les Francais, pensent, avec raison, que l'installation éventuelle des Allemands et des Italiens dans la péninsule ibérique, aux Baléares, dans le Maroc espagnol, aux Canaries, pourrait constituer une rupture d'équilibre en leur faveur dans une guerre que l'effondrement de Genève, d'une part, et la course folle aux armements, d'autre part, rendent menaçante.

« Dans quelle mesure ce danger est-il réel ?

« Les services de propagande du gouvernement de Valence ont trop souvent lancé de fausses nouvelles, pour que la nouvelle de l'occupation par les Italiens, des Baléares ou celle des Canaries par l'Allemagne, soient accueillies, en France, sans réserves. L'opinion française, avec son bon sens traditionnel, devine, en effet, que de puissantes et obscures manœuvres, qui ne viennent pas toutes d'Espagne, s'appliquent à créer un casus belli en Méditerranée. Elle s'attend même à ce que se multiplient les tentatives dans ce sens au fur et à mesure que le dénouement de la guerre civile en Espagne semblera davantage se rapprocher et qu'il risquera de tourner en faveur des nationalistes.

« La France n'accepte pas qu'on la précipite dans la guerre, sur une fausse dépêche d'Ems.

« Cependant, la France, comme l'Angleterre, ne peut accepter aucune menace permanente sur ses communications en Méditerranée.

« Si la France s'installait au Maroc espagnol, l'Italie serait fondée à se plaindre d'un changement important au statu quo méditerranéen. Au contraire, si l'Italie s'installait aux Baléares, la France ne pourrait pas davantage l'accepter.

« Il fut bien qu'on se le dise à Rome et à Berlin : autant le peuple français repugne à toute intervention dans le conflit espagnol ; autant il se retrouverait unanime si, à l'abri d'une intervention idéologique contre le bolchevisme espagnol, l'Italie ou l'Allemagne voulaient s'assurer, en Méditerranée, des positions qui menaceraient la liberté de mouvement de la France. On a peut-être oublié, *de l'autre côté des Alpes, ce que l'Empire* romain renaissant doit à une bienveillante compréhension des justes aspirations de la sœur latine. Nous avons cru et nous croyons encore que l'empire français et l'empire romain ne sont pas antagonistes.

*S'unir ou mourir*

« Dans ces conjonctures et m'adressant à tous les Français, je leur dis que l'heure est arrivee de recréer leur unité patriotique.

« Notre empire est menacé ; les troubles récents qui ont éclaté successivement en Tunisie, en Algérie, au Maroc procèdent d'un plan concerté qui vise à affaiblir la France.

« Un travail ardent de désagrégation de nos amitiés et de nos alliances se poursuit dans toute l'Europe.

« C'est un des aspects les plus préoccupants de la situation européenne que toutes les ressources de capital et de travail de certains peuples soient consacrées à la préparation de la guerre.

« En face d'une aussi farouche résolution, d'une aussi dure discipline, notre democratie est perdue si elle reste instable, irrésolue et divisee.

« L'heure des subtilités politiques et des jeux parlementaires est révolue.

« Si les partis du Front populaire, qui détiennent le pouvoir depuis dix-huit mois, se considèrent en état de gouverner la France en faisant face dans une communauté de vues et d'action indispensables, aux difficultés financières, au marasme économique, au désarroi social, à la division morale qui affaiblissent la nation; qu'ils persévèrent dans leur entreprise ! Nous ne les y generons pas plus dans l'avenir que par le passé, au cours duquel nous nous sommes bornés à annoncer exactement les échéances difficiles ou impossibles de leur politique.

Mais si, certain byzantinisme les incitait seulement à voiler leur desaccord de principe et leur incapacité d'action jusqu'au jour où la rupture d'une collaboration impossible surgirait du déterminisme des faits, à défaut de la volonté des hommes, puis-je dire, dès maintenant, que l'absence d'un courage prevoyant ne qualifie pas pour refaire l'unité patriotique de ce pays ?

S'unir ou mourir. Telle sera, en effet, bientôt la question que les faits, qui ont toujours dominé les hommes, poseront.

S'unir ou mourir ! Que le peuple de France médite sur cette alternative. Et que tous, riches ou pauvres, patrons ou salariés, citadins ou ruraux, partisans de la pause ou de l'avenant, fascistes ou communistes, démocrates ou totalitaires, mesurent le néant de leurs querelles devant la destruction possible de la patrie.

Demain, ce n'est pas la peur qui doit les réunir.

C'est une volonté commune de replacer la France au rang qu'elle doit occuper pour sauver encore une fois la liberté du monde.

Après tout, si les Français voulaient serieusement confronter leurs désaccords, ils s'apercevraient vite qu'un même idéal les anime...

Est-ce que les hommes et les partis qui, hier, pretendaient détruire la propriété individuelle, ne s'en proclament pas aujourd'hui les défenseurs ?

Est-ce que les hommes et les partis qui, hier, prêchaient l'antimilitarisme et dénonçaient le colonialisme, ne vantent pas notre réarmement et n'exaltent pas la force de notre empire d'outre-mer ?

N'ont-ils pas renié, en fait, la lutte des classes en acceptant de gouverner pour toute la nation, dans le cadre d'un régime qu'ils qualifiaient eux-mêmes de capitaliste ?

N'ont-ils pas condamne la revolution en proclamant eux-mêmes la pause, c'est-à-dire la nécessité de l'évolution progressive des réformes sociales ?

Est-ce que, par ailleurs, un parti, quel qu'il soit, et fut-il même classé comme le plus réactionnaire, cherche aujourd'hui autre chose que consolider, sur les bases solides d'une économie et d'une finance saines, tout le progrès social compatible avec les réalités de l'âpre concurrence internationale ?

« Si l'étranger n'entretenait pas, chez nous, la division — et il suffirait de le vouloir pour l'empêcher — nous aurions vite retrouvé notre équilibre politique et notre fraternité sociale, indispensables à la sécurité matérielle et morale de la nation.

« Tout se tient dans la défense nationale : la force militaire, l'armature financière, les ressources monétaires, la capacité de la production, le moral de la nation.

« Le moment est venu de porter à son plus haut point tout ce potentiel de notre puissance de sauvegarde de la paix. Car certains nous croient fatigués et usés qui l'espèrent.

« La mission historique de la France n'est pas terminée.

« L'avenir n'est pas si lointain où, de par le monde, aux générations énivrées de ce collectivisme grégaire qui n'est pas si différent à Moscou, à Berlin et à Rome succéderont des générations avides d'un individualisme libérateur.

« Une fois de plus, alors, la France apparaîtra rayonnante du prestige d'avoir sauvé, avec la liberté, le plus grand don de Dieu au genre humain.

« Soyons forts pour rester libres. Restons libres pour être forts.

« Mais, pour la patrie et pour la liberté !

« Je souhaite que, demain, cette formule rallie tous les Français ! »

## La journée de clôture du congrés de l'Alliance démocratique

Nice, 7 novembre. — Le Comité directeur de l'Alliance démocratique s'est réuni dimanche matin à 10 heures.

M. Morance, président de la Jeunesse republicaine démocratique française, a parlé du développement de celle-ci et l'a montrée fermement attachée à une politique républicaine, et par-dessus tout opposée à la politique des deux blocs.

Mme Perreau-Chandet a parlé du rôle des femmes qui, dit-elle, n'ont pas moins de patriotisme et de sens national que les hommes et assument de plus en plus des responsabilités et des risques comparables à ceux des hommes.

MM. Louis Rollin et Caillier ont souligné l'échec de l'expérience du Front populaire à direction socialiste.

Les dirigeants et les militants se sont ensuite rendus au banquet.

Au dessert, après une toast de bienvenue de M. Jean Medecin, depute et maire de Nice, M. Léon Baréty a rappelé les origines du parti et a souligné ce qu'il doit à son président, M. Flandin.

MM. Rollin et Reynaud ont mis en relief la solidarité profonde des classes sociales.

« La lutte de classes est un concept mortel pour la civilisation. Notre idéal n'est pas un Etat où les individus seraient dépouillés de toute personnalité: mais une société où regne la libre initiative, mais où les meilleurs puissent recueillir les fruits de leurs mérites.

» Le libéralisme n'est pas l'anarchie. Une certaine intervention de l'Etat est devenu aujourd'hui une nécessité. Il faut un arbitre pour départager les intérêts opposés. Cet idéal est nôtre, mais il est aussi celui d'un grand nombre de citoyens qui n'appartiennent pas à notre parti. Il est celui d'un grand parti situé à notre gauche

« En regard de tous les fascismes, la doctrine de la concentration republicaine entend constituer le bloc de la liberté et de la raison. »

M. P.-E. Flandin a ensuite prononcé le discours dont nous publions, par ailleurs, de longs extraits.

### « Le parti radical-socialiste acceptera volontiers la collaboration de tous les republicains qui voudront travailler avec lui au redressement de la France », déclare M. Lamoureux

Moulins, 7 novembre. — M. Lucien Lamoureux, ancien ministre, a fait une déclaration dans laquelle il a dit notamment :

« Le Parti radical-socialiste acceptera volontiers la collaboration de tous les partis se réclamant de la Republique, qui voudront travailler avec lui au redressement de la France. Si ceux qui lui prêtent actuellement leur concours veulent prendre prétexte de ce programme pour se séparer de lui, libre à eux de prendre la responsabilité d'une rupture. Je crois que la position actuelle de notre parti est conforme aux intérêts du pays et du regime. Il est difficile de vivre autrement qu'au jour le jour. Dans le grave moment que nous traversons, des perils multiples guettent l'Etat et le pays. A chaque jour suffit son risque. »

## Au Conseil national du parti socialiste

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

Il ajoute que le seul budget véritablement sincère était celui de M. Vincent Auriol, tandis que celui de M. Bonnet se traduira par un déficit de dix milliards au moins. Il préconise comme remède le contrôle des changes

*M. Ziromsky réclame une agitation de masse*

M. Ziromsky reproche à la majorité du parti de ne pas créer dans le pays, grâce a une agitation de masse, un climat favorable à la constitution d'un véritable gouvernement de Front populaire.

En ce qui concerne le probleme espagnol, l'orateur préconise l'ouverture de la frontière pyrénéenne, le retrait effectif des volontaires sans liaison avec l'attribution au général Franco du droit de belligérance.

La séance est levée à 12 h. 45.

*M. Grumbach estime que les ministres socialistes doivent rester dans le cabinet Chautemps...*

La seance de l'après-midi s'ouvre à 15 h. 30, sous la presidence de M. Le Troquer, député de Paris.

M. Salomon Grumbach dit sa volonté de voir les ministres socialistes rester dans le cabinet Chautemps. Il demande au parti de se prononcer avec netteté sur la question de la representation proportionnelle.

Il emet des doutes sur toute initiative de paix de M. Roosevelt, mais affirme que la paix exige l'accord étroit de la France, de l'Angleterre, des Etats-Unis et de la Russie.

*...et M. Marceau Pivert qu'ils doivent le quitter*

M. Marceau Pivert lit un rapport de la Fédération socialiste du Maroc qui déclare que la responsabilité des récents incidents incombe aux fascistes et aux capitalistes, mais aussi pour une part aux hauts fonctionnaires. La Fédération demande le renvoi du général Nogues.

M. Marceau Pivert recuse ensuite toute solidarite avec « l'opportunisme stalinien et l'impuissance démocratique bourgeoise». Il demande que l'unité révolutionnaire du prolétariat se scelle autour du parti socialiste et sa doctrine.

Enfin, il s'écrie que les ministres socialistes doivent partir, en se faisant comprendre de tous les éléments sains du Front populaire, c'est-à-dire en prenant acte du refus des nationalisations.

*M. Bracke parle de l'unité socialo-communiste*

M. Moutet, ministre des Colonies, rappelle ce qu'il a fait depuis qu'il est au gouvernement.

M. Bracke déclare impossible le retrait des ministres socialistes du gouvernement Chautemps

Parlant de l'unité socialo-communiste, il déclare qu'il faut examiner les difficultés qui existent du côté socialiste, et de l'autre, sans dire aux communistes : « Nous ne voulons pas de vous », leur dire la vérité : Vous travaillez mal pour l'unité, et pour agir utilement, il ne faut pas mettre les torts de notre côté ».

M. Marx Dormoy s'explique sur la question du rapatriement des Espagnols.

Il indique notamment que sur 55.000 rapatriés, 28.000 ont demandé à être renvoyés en Espagne franquiste.

*M. Léon Blum affirme que le Front populaire n'a rien perdu de sa vitalité*

M. Blum constate que la grande majorité au conseil ne veut pas qu'on dénonce le pacte de collaboration ministérielle conclu avec le parti radical et l'ensemble des partis du Rassemblement populaire; mais l'exécution de ce pacte n'a pas procuré au parti une satisfaction sans mélange.

L'orateur estime que la présence des ministres socialistes au gouvernement s'est suffisamment marquée pour lui conserver son caractère de Front populaire.

« En politique intérieure, la question la plus importante est la préservation des lois sociales et des 40 heures. On essaie de vider cette loi de tout sa substance. Ne ferions-nous qu'en préserver les dispositions essentielles, nous aurions maintenu la solidarité entre le gouvernement actuel et le precédent. Mais on ne touchera pas aux 40 heures, tant que nous serons là et parce que nous serons là.

» Quant aux contacts avec les organisations ouvrières, il n'est pas ce qu'il était il y a six mois; mais il subsiste.

» Le point le plus dangereux de la situation est le changement de l'attitude patronale.

» Dans l'affaire des chemins de fer, les socialistes ont obtenu la double majorité de gestion et de capital. Ces solutions ont été marquées d'une empreinte de Front populaire.

» La gestion intérieure des ministères serait également différente dans un gouvernement purement radical. »

L'orateur passe à l'application du programme de Front populaire et dit que le gouvernement présent continue l'œuvre du précédent. *Il énumère ensuite les projets de loi en préparation.*

*« Si l'ordre du jour Roche-Patut avait été maintenu à Lille, les ministres socialistes n'auraient pas attendu le conseil national pour déguerpir »*

M. Léon Blum, déclare que ses collègues du gouvernement et lui s'attacheront a ce que soit maintenue à la Chambre la majorité de Front populaire.

Parlant ensuite du congrès radical, il note que si l'ordre du jour Roche-Fotu voté par le congrès, avait été maintenu, les ministres socialistes auraient peut-être fait acte d'indiscipline, mais n'auraient pas attendu la reunion du conseil national pour « deguerpir ».

*Les affaires d'Espagne*

L'orateur passe aux affaires d'Espagne. *Le Conseil, dit-il, doit dire qu'il n'est* pas disposé à admettre que la mauvaise volonte ou les habiletés dilatoires fassent échec au retrait des volontaires, sinon il faudra que la France reprenne sa liberté et cela signifiera la liberté du transit et des exportations.

Envisageant la situation en cas d'une crise ministérielle, le chef socialiste examine les formations possibles, puis pose la question :

« Au fond, il s'agit de savoir si le Front populaire est encore et toujours une réalite. Certains pensent que ce n'est plus qu'une fiction »

M. Blum ne partage pas cette *opinion* et les contacts qu'il vient d'avoir avec le pays lui donnent, dit-il, au contraire l'impression que le Front populaire n'a rien perdu de sa vitalité, ni de sa vertu.

« *Il faut certes que le gouvernement* de Front populaire a direction radicale ne perde pas son caractère de gouvernement de Front populaire, ce qui ne nous empêche pas de faire notre propagande de parti et de n'en *rien abandonner* »

Une Commission est nommée pour rapporter un texte de résolution. En font partie MM. Paul Faure, Blum, Severac. Zyromski, Bracke, Pivert, Paz, Longuet, Grumbach et Louis Levy.

*Les motions finales*

**La motion présentée par MM. Séverac, Paul Faure et Léon Blum à la Commission des résolutions est acceptée par tous les membres de cette commission, sauf MM. Jean Ziormsky et Marceau Pivert.**

**Après avoir énuméré les réformes réclamées par le parti socialiste, elle déclare:**

**« Le Conseil national fait confiance aux camarades délégués au gouvernement pour s'efforcer de mettre en œuvre la politique ainsi définie, qui permettrait de donner au Front populaire l'élan nouveau que le pays attend. Le parti socialiste, en continuant sa propagande, fera tout pour préparer et pousser plus avant cet élan. »**

**D'autre part, une motion sur l'Espagne est adoptée à l'unanimité de la commission des résolutions, ainsi qu'une autre sur la défense laïque.**

**A la reprise de la séance du conseil, M. Ziromsky déclare accepter le texte de la motion rapportée par M. Séverac, mais il dépose un additif ainsi conçu: « Cet élan se traduira par la constitution d'un gouvernement qui sera l'expression plus exacte des forces du monde du travail. »**

**La motion Séverac recueille 3.498 mandats.**

**La motion Séverac avec amendement Ziromsky obtient 978 mandats.**

**Le Conseil vote ensuite à l'unanimité les motions concernant la défense de l'école laïque, puis le problème espagnol, et la séance est levée à minuit trente.**

### « Il faut choisir entre la France et l'Internationale », dit M. René Dommanges à Saint-Gilles-sur-Vie

Saint-Gilles-sur-Vie (Vendée), 7 novembre. — Une importante réunion de propagande organisée par la Fédération républicaine, s'est tenue dimanche, à Saint-Gilles-sur-Vie, sous la présidence de M. François Boux de Casson, député.

« **La France, a déclaré M. Dommange, député de Paris, minée par l'offensive bolchevique, menacée par des convoitises étrangères, ne connaitra sécurité et prospérité que lorsque ses fils auront repris conscience des grands intérets nationaux.**

» Les bavardages des partis et des congrès sont misérables devant la seule question qui se pose.

» Il faut choisir entre la France et l'Internationale.

» Le monde entier guette notre réponse. »

MM. René Dommange et Boux de Casson ont été chaleureusement applaudis.

### M. François Martin dans la Loire

Paris, 7 novembre. — Trois mille électeurs ont assisté à Chazelles-sur-Lyon (Loire), à une réunion organisée par la Fédération républicaine de France.

M. Désiré Bouteille, ancien député, a déclare.

« Il serait puéril de nier la gravité de la situation extérieure.

» La patrie française en danger nous trouverait tous unis pour la défense de la terre et des morts, mais nous entendons denoncer au pays les maniaques bellicistes qui révent d'une guerre prétendue préventive.

» Pendant des années, socialistes et communistes ont répété: « Pas un homme, pas un sou pour la defense nationale; nous étions alors vilipendés parce que nous votions le budget de la guerre.

» Nous reprenons, en le modifiant, leur texte: « Pas un homme, pas un sou pour les révolutionnaires espagnols, ni pour les sanglants moscoutaires! »

Parlant de la politique intérieure, M. François Martin a dit notamment:

« La faillite économique du Front populaire consacre la faillite de sa politique sociale qui — faute d'avoir bâti sur une économie en équilibre — ne pouvait constituer qu'un leurre.

» Toute politique sociale doit avoir à sa base le redressement de l'économie du pays.

» Il faut remettre en honneur le travail et cesser de célébrer la paresse comme une divinité protectrice de l'humanité. »

Parlant des réformes sociales à réaliser de toute urgence, dès que nous aurons *reconquis la sécurité économique*, l'orateur déclare:

« La question des allocations familiales exige que soit révisée sans tarder la notion de sursalaire sur laquelle repose toute notre législation.

» L'allocation pour charges de famille doit être accordée au tarvailleur, quelle que soit la nature de son activité: artisan, commerçant, ouvrier, agriculteur, etc.; pour chacune de ces catégories, la famille et non pas la qualité de salarié, doit ouvrir droit à la perception de l'allocation pour charges de famille.

» La législation sur les allocations familiales doit réaliser une combinaison de la contribution professionnelle et de la solidarité nationale. »

Les orateurs ont été longuement acclamés.

### M. Albert Sarraut souligne la nécessité de revenir aux principes d'ordre et d'autorité en Afrique du Nord

Rouen, 7 novembre. — Presidant à N.-D. de Bonneville, l'inauguration d'un nouvel hospice, M. Albert Sarraut, ministre d'Etat, aborda dans son discours le *problème de la situation en Afrique* du Nord.

Il souligna la nécessité d'un retour aux principes d'ordre et d'autorité contre les agitateurs du dedans et du dehors

### L'Union socialiste républicaine maintient son concours au gouvernement de Front populaire

Paris, 7 novembre. — Le petit congrès de l'Union socialiste republicaine réuni dimanche matin, a voté à l'unanimité après une breve discussion, deux ordres du jour dans lesquels l'U.S.R. affirme sa resolution de continuer son concours entier aux gouvernement issu du Rassemblement populaire. Elle déclare qu'en cas de difficultés parlementaires insurmontables, la seule conclusion logique et constitutionnelle serait d'en appeler au suffrage.

Elle estime, d'autre part, tout en reconnaissant les efforts faits par le ministre des Finances, qu'on ne peut considérer comme définitivement acquis un équilibre budgétaire établi en pleine hausse des prix et dépendant des plus-values fiscales et de la reprise économique.

### Barcelone fête l'anniversaire de la révolution russe

**Le président Companys remercie l'U.R.S.S. de l'aide apportée aux gouvernementaux**

**Barcelone, 7 novembre. — Barcelone a commémoré dimanche en grande pompe l'anniversaire de la défense de Madrid et celui de la révolution russe.**

**Au cours d'une réunion publique le president Companys « remercia le peuple russe de l'aide apportée à l'Espagne républicaine ».**

### Des centaines de planteurs haïtiens auraient été massacrés le mois dernier à Saint-Domingue

**New-York, 7 novembre. — Interrogé par un représentant de l' « Agence Havas », M. Georges Léger, ministre des Affaires étrangères, de la République d'Haïti, a déclaré:**

**« Les 9 et 10 octobre, lors d'un important rassemblement de fermiers et d'ouvriers agricoles haïtiens — des coupeurs de canne à sucre pour la plupart — sur le point d'être rapatriés à Haïti; des femmes, des enfants, des hommes non armés ont été massacrés sans provocation par les Gardes dominicains ».**

**Le ministre a déclaré estimer au moins à un millier le nombre des tués.**

**Le Gouvernement américain garde une grande réserve dans cette affaire.**

## En gare de Creil, une collision de trains fait un mort et six blessés

(Ph. France-Presse.)

UNE GRUE S'EMPLOIE A DÉBLAYER LES VOIES.

Creil, 7 novembre. — Un déraillement, s'est produit dimanche matin, vers 4 heures, dans les voies de garage de Creil, au lieu dit « Le Petit Therain », sur le territoire de Montataire.

Le train de messageries n° 3.430 était à l'arrêt à la cabine n° 3 lorsque, par suite du brouillard, il fut tamponné par le train n° 3.894.

Les vagons, jetés en travers des voies, ont provoqué le déraillement du train 3.839, qui arrivait à vide sur la voie gauche. Quatre voies sont **maintenant obstruées.**

**Le mécanicien Gillet, du dépôt de Nogent-sur-Oise, a été retrouvé mort sous la locomotive.**

**Six autres agents de la Compagnie du Nord, blessés, ont été hospitalisés à Creil. Ce sont: MM. Froissard, mécanicien à Amiens; Compuzon, chauffeur à Amiens; Delamorlière et Delleme, chauffeurs à Creil; Beauvois, conducteur à Creil et Pruvost, chef de train à Boulogne.**

# DERNIERE HEURE

## La composition probable du cabinet Spaak

Bruxelles, 7 novembre. — Selon les indications que l'on a pu recueillir dans le courant de la soirée, on peut établir la liste suivante du prochain Cabinet :

Premier ministre, M. SPAAK (socialiste).

Affaires économiques : M. VAN ISACKER (catholique).

Classes moyennes, Commerce, Intérieur : M. DE VLEESCHOUWER (catholique).

Colonies : M. RUBBENS (catholique).

Finances : M. DE MAN (socialiste).

Agriculture : M. PIERLOT (catholique).

Affaires étrangères : M. P. HYMANS (libéral).

Santé publique : M. WAUTERS (socialiste).

Travail et Prévoyance sociale : M. DE LATTRE (socialiste).

Travaux publics : M. BOUCHERY (socialiste).

Intérieur : M. MERLOT (socialiste)

Instruction publique : M. JORIS (libéral)

Postes et Télégraphes : MM. HEYMAN ou VERBIST (catholique)

Transports : M. JENISSEN (libéral).

Défense national : GÉNÉRAL DENIS (isolé).

Justice : M. DU BUS DE WARNAFFE (catholique).

### LA CÉRÉMONIE DU SOUVENIR A LA PIERRE DE L'ARMISTICE A HAUDROY

Vervins, 7 novembre. — Par une belle journée ensoleillée s'est déroulée à Haudroy, pres de La Capelle, la cérémonie du souvenir à la pierre de l'armistice.

La cérémonie a été presidée par le général Curap, commandant le 2e Corps d'armée, représentant le ministre de la Guerre, assisté du general Debeney, des généraux Portzert et Goureau, du préfet de l'Aisne.

### Staline passe en revue l'armée rouge pour le vingtième anniversaire de la révolution d'octobre

Moscou, 7 novembre. — Du haut du mausolée de Lenine, sur la place Rouge, M. Staline a passé la grande revue traditionnelle à l'occasion du 20e anniversaire de la révolution d'octobre.

Le maréchal Budienny, commandant la garnison de Moscou, a presente ses troupes au marechal Vorochilov qui a ensuite gravi le mausolee de Lénine ou il a pris la parole. Il a dit notamment.

« L'armée sovietique est une armée de paix; mais si un ennemi nous attaque, notre armée saura transporter la guerre sur le territoire ennemi et le pulvériser. »

Puis, au son d'un orchestre de 700 musiciens, le défilé militaire commença. Le défilé civil qui suivit dura jusqu'à la nuit tombante

LA GUERRE EN EXTRÊME-ORIENT

## Les Chinois ont-ils évacué Pou-Toung ?

Changhai, 7 novembre. — Nouvelles contradictoires du front de Changhai. Les Japonais annoncent que les troupes chinoises ont évacué Pou Toung, et d'autre part, que les troupes nipponnes, qui avaient débarque vendredi au nord de Changhai, ont atteint et dépassé le Ouang-Pou.

Pour les Chinois, au contraire, l'avance japonaise est définitivement arrêtée et ils démentent l'évacuation de Pou-Toung.

*« La conférence de Bruxelles ne peut résoudre le conflit », estime M. Hirota*

Tokio, 7 novembre. — De l'Agence Domei : M. Hirota, ministre des Affaires étrangères japonais, a affirme sa conviction que la Conférence de Bruxelles ne pouvait résoudre le conflit sino-japonais.

« Des négociations directes entre la Chine et le Japon, a-t-il ajouté, constituent le seul moyen d'aboutir à une solution. »

### La disparition du chef libournais du P.S.F.

**L'hypothèse du crime devient une quasi-certitude**

Bordeaux, 7 novembre. — **Le parquet** et la police libournaise **poursuivent leur** enquête sur la mystérieuse **disparition** de M. Girème, le **chef libournais du P.S.F.** L'hypothèse du crime **devient une quasi-certitude. Le drame ne se serait pas déroulé sur les bords de la Dordogne, M. Girème n'ayant été aperçu par personne. La présence de la bicyclette ne serait donc qu'une mise en scène destinée à égarer les recherches.**

### Dernières nouvelles sportives

**BOXE**

**Le championnat d'Europe des poids lourds à la manière de l'I.B.U.**

Paris, 7 novembre. — **Le secrétariat de l'International Boxing-Union fait connaître** que les membres du Comité **d'urgence ont** accepté le défi du boxeur **autrichien Lazek** a Arno Kolbin pour le **titre de champion** d'Europe poids lourds.

**Au Central Sporting-Club**

Paris, 7 novembre. — **Voici les résultats** de la réunion de **dimanche après-midi :**

En 8 reprises :

**Plumes : Lafleur bat Obert aux points.**

En 10 reprises :

**Mi-moyens : Sanica bat Bastille par abandon au huitième round. — Kreuzer et Lucas font match nul. — Morin bat Stalzer aux points.**

**Légers : Urbani bat Salmas aux points. — Pierini bat Crion aux points.**

## LE RELAIS SACRÉ

### Le flambeau du souvenir allumé à Gravelines va être porté à Bruxelles

Symbole de la pensée d'affectueuse fraternité et de souvenir fidèle que conservent à travers les temps les anciens combattants, un flambeau a été allumé hier matin, a 9 h. 30, au pied du monument aux morts de Gravelines et, par relais, il sera porté à Dunkerque, puis à Hondschoote et à Bray-Dunes, pour arriver enfin au Soldat inconnu de Bruxelles. Il y sera le 11 novembre, car il séjournera parmi les combattants français et belges unis à Bray-Dunes jusqu'à mercredi.

**Arrivée à Dunkerque à 10 h. 30, la torche symbolique fut accueillie avec la délégation qui l'apportait, par un groupe de personnalités, les sociétés militaires de la ville et des troupes scoutes. Précédée de la Musique du 110e R.I., la délégation du flambeau se rendit au monument aux morts, où un pieux hommage fut rendu.**

**Après le dépôt de couronnes devant le cénotaphe, le consul de Belgique reprit le flambeau, l'éleva au-dessus des têtes, puis le passa aux mains d'un combattant belge, qui fut bientôt suivi d'un groupe de combattants belges et français jusqu'à Hondschoote, où devait avoir lieu à midi la remise de la torche sacrée entre les mains des Braydunois.**

### A Mouscron

**Le passage à Mouscron du Flambeau sacré de la Province a donné lieu, dimanche à une cérémonie profondément impressionnante qui a été suivie par une foule très nombreuse.**

**Un cortège s'est formé à 10 h. 15 à la Place. Il était composé des délégations de la F.N.C., de la F.N.I., des Combattants français, des Invalides civils, des officiers et sous-officiers de réserve, etc., groupés autour des drapeaux.**

**Le cortège, emmené par les pompiers, prit la route de Menin, pour rencontrer la délégation officielle amenant du Mont Kemmel le Flambeau symbolique.**

**Notons que de nombreuses personnalités s'étaient jointes au cortège, notamment: MM. Vandevelde, bourgmestre; Peyens et Mercier, commissaire et commissaire-adjoint de police; Van euw, commandant la gendarmerie; Béghin, directeur des douanes, etc...**

**Un peu au-dela du cimetière, chaussée de Menin, le cortège rencontra la délégation officielle, M. Vandermeulen, président de la Fédération nationale des combattants présenta à ses collègues les personnalités mouscronnoises. Puis le cortège reprit le chemin de la Grand'Place.**

**Au monument aux morts, où les pompiers faisait la haie, M. Vandermeulen, au milieu d'un profond silence déposa une gerbe de fleurs et reçut le Flambeau sacré.**

**Le cortège se reforma alors et, par la rue de la station, gagna la route de Luingne. Les membres de la F.N.C. de Luingne s'étaient eux-mêmes portés à la rencontre de M. Vandermeulen, au Pont. La même cérémonie se déroula alors au pied du monument aux morts de Luingne.**

**Le Flambeau fut ensuite transmis aux anciens combattants d'Herseaux.**